

**COÆQUO**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**



**COÆQUO**

**Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

**Siège social : 16 rue des Terres Neuves – 33130 BEGLES**

**SIREN 831 220 496**

---

## **SOMMAIRE**

	<b>Pages</b>
Rapport sur les comptes annuels	1 – 3
Comptes annuels	4 à 16



**COÆQUO**

**Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

**Siège social : 16 rue des Terres Neuves – 33130 BEGLES**

**SIREN 831 220 496**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

---

Aux membres de l'association,

**I - OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COÆQUO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II - FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **III - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV - VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **V - RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **VI - RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives,



que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Tours, le 8 avril 2025

Signé par Damien Teste  
Le 08/04/25

ID: tx\_dBOQPw1ImorO



AURÉO  
Commissaire aux Comptes  
Représentée par Damien TESTÉ

## Bilan et Compte de résultat

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	7 622	1 323	6 299	2,80	7 007	4,04
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés	153		153	0,07	61	0,04
. Prêts						
. Autres	3 020		3 020	1,34	3 020	1,74
<b>TOTAL (I)</b>	<b>10 794</b>	<b>1 323</b>	<b>9 471</b>	<b>4,21</b>	<b>10 088</b>	<b>5,82</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	103 993		103 993	46,22	58 603	33,80
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	100 187		100 187	44,52	92 510	53,35
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	9 880		9 880	4,39	11 231	6,48
Charges constatées d'avance	1 485		1 485	0,66	961	0,55
<b>TOTAL (II)</b>	<b>215 545</b>		<b>215 545</b>	<b>95,79</b>	<b>163 305</b>	<b>94,18</b>
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>226 339</b>	<b>1 323</b>	<b>225 017</b>	<b>100,00</b>	<b>173 393</b>	<b>100,00</b>

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
<b>FONDS PROPRES</b>					
Fonds propres sans droit de reprise					
. Fonds propres statutaires					
. Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
. Fonds statutaires				25 000	14,42
. Fonds propres complémentaires					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
. Réserves statutaires ou contractuelles					
. Réserves pour projet de l'entité					
. Autres					
Report à nouveau		62 011	27,56	1 555	0,90
Excédent ou déficit de l'exercice		13 097	5,82	60 457	34,87
Situation nette (sous total)		75 109	33,38	87 011	50,18
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL (I)</b>		<b>75 109</b>	33,38	<b>87 011</b>	50,18
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>					
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Fonds dédiés					
<b>TOTAL (II)</b>					
<b>PROVISIONS</b>					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
<b>TOTAL (III)</b>					
<b>DETTES</b>					
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		56 850	25,26	154	0,09
Emprunts et dettes financières diverses		28 147	12,51	24 134	13,92
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 896	2,62	15 440	8,90
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales		51 678	22,97	46 055	26,56
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		7 337	3,26	598	0,34
Instruments de trésorerie					
Produits constatés d'avance					
<b>TOTAL (IV)</b>		<b>149 908</b>	66,62	<b>86 382</b>	49,82
Ecart de conversion passif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>225 017</b>	100,00	<b>173 393</b>	100,00
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>					



COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	Total	%	Total	%	Variation	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>						
Cotisations	15 900		11 500		4 400	38,26
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens						
- dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services	385 862		270 400		115 462	42,70
- dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	312 176		256 625		55 551	21,65
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels						
- Mécénats						
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges			11 846		-11 846	-100,00
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	96		5		91	N/S
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>714 034</b>		<b>550 377</b>		<b>163 657</b>	29,74
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>						
Achats de marchandises						
Variations stocks						
Autres achats et charges externes	53 997		30 252		23 745	78,49
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	14 150		7 195		6 955	96,66
Salaires et traitements	510 076		367 408		142 668	38,83
Charges sociales	119 244		74 708		44 536	59,61
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	708		75		633	844,00
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	491		626		-135	-21,56
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>698 666</b>		<b>480 265</b>		<b>218 401</b>	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>15 368</b>		<b>70 112</b>		<b>-54 744</b>	-78,07
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés	348		1		347	N/S
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>348</b>		<b>1</b>		<b>347</b>	N/S
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	308				308	N/S
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements						
<b>Total des charges financières (IV)</b>	<b>308</b>				<b>308</b>	N/S
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>40</b>		<b>1</b>		<b>39</b>	N/S
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>15 408</b>		<b>70 113</b>		<b>-54 705</b>	-78,01



COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b> Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges <b>Total des produits exceptionnels (V)</b>				
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b> Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions <b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>				
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 311	9 656	-7 345	-76,06
Total des produits (I + III + V)	714 382	550 377	164 005	29,80
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	701 285	489 921	211 364	43,14
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>13 097</b>	<b>60 457</b>	<b>-47 360</b>	-78,33
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
<b>PRODUITS :</b> Dons en nature Prestations en nature Bénévolat <b>TOTAL</b>				
<b>CHARGES :</b> Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens et services Prestations Personnel bénévole <b>TOTAL</b>				

## Annexes aux comptes annuels

### PREAMBULE

COÆQUO est un groupement d'employeurs sous forme associative qui a pour objet la mise à disposition auprès de ses membres des salarié-e-s lié-e-s au groupement d'employeurs par un contrat de travail ainsi que l'aide, le conseil et l'accompagnement de ses membres en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines.

Les activités de l'association sont menées en vue de remplir son objet social :

- accompagner les membres dans leur besoin en emploi partagé,
- accompagner les salarié-e-s dans leur parcours professionnel,
- aider et conseiller les membres de l'association en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines,
- promouvoir l'emploi partagé,
- participer à des instances liées à l'emploi et au développement des nouvelles formes d'emploi.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 225 016,52 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 13 097,10 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Par ailleurs l'association a choisi de faire application de manière anticipée du règlement ANC 2022-06 visant à moderniser la nomenclature des comptes et à simplifier la présentation des états financiers.

Les principaux changements portent sur la suppression de la technique du transfert de charges et sur la nouvelle définition du résultat exceptionnel qui doit rester "l'exception".

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

## **PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

### **Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### **Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite, le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

## **CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent en ce qui concerne l'application anticipée du règlement ANC 2022-06.

Ainsi, la présentation des transferts de charge, des subventions accordées ou reversées et la nouvelle définition du résultat exceptionnel ne permettent pas de comparer ces postes entre l'exercice précédent et l'année 2024.

## Annexes aux comptes annuels (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	7 622			7 622
Immobilisations financières	3 081	92		3 173
<b>TOTAL</b>	<b>10 703</b>	<b>92</b>		<b>10 794</b>

#### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL I</b>				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	75	708		783
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	540			540
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>615</b>	<b>708</b>		<b>1 323</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>615</b>	<b>708</b>		<b>1 323</b>

*Etat des créances et charges constatées d'avance*

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	3 020		3 020
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	103 993	103 993	
Autres créances	100 187	100 187	
<b>Charges constatées d'avance</b>	1 485	1 485	
<b>TOTAL</b>	<b>208 685</b>	<b>205 665</b>	<b>3 020</b>

*Etat des produits à recevoir*

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	89 621
Autres produits à recevoir	187
<b>TOTAL</b>	<b>89 808</b>

## Annexes aux comptes annuels (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	25 000			25 000	
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	1 555	60 457			62 011
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	60 457	-60 457	13 097		13 097
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>87 011</b>		<b>13 097</b>	<b>25 000</b>	<b>75 109</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>87 011</b>		<b>13 097</b>	<b>25 000</b>	<b>75 109</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					



*Etat des dettes et produits constatés d'avance*

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	56 850	56 850		
Dettes financières diverses	28 147	28 147		
Fournisseurs	5 896	5 896		
Dettes fiscales et sociales	51 678	51 678		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	7 337	7 337		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>149 908</b>	<b>149 908</b>		

*Charges à payer par poste de bilan*

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	363
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	4 740
Dettes fiscales et sociales	910
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>6 013</b>

## Annexes aux comptes annuels (suite)

### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
REGION NELLE AQ.	FONCTIONNEMENT	30 000	21 000	9 000		
REGION NELLE AQ.	MEDIATEURS 2024	245 625	171 938	73 688		
DRAC	FONCTIONNEMENT	7 500	7 500			
ASP	AIDES A L'EMPLOI	12 500	8 417	4 083		
REGION NELLE AQ.	AIDE MEDiateur CINEMAS LA COURVISE ET LA MALINE	1 875	2 625	-750		
DEPARTEMENT GIRONDE	AIDE CINEMAS INDEPENDANTS	3 000	3 000			
REGION NELLE AQ.	ACCOMP. ET SUIVI MEDiateURS	12 000	8 400	3 600		
REGION NELLE AQ.	PRORATISATION SUBV. 2023	- 324				
<b>TOTAL</b>		<b>312 176</b>	<b>222 555</b>	<b>89 621</b>		

En application du règlement ANC 2022-06, le reversement de la partie non consommée d'une subvention attribuée au cours d'un exercice précédent est constatée en diminution des subventions d'exploitation au lieu d'une charge exceptionnelle.

## **Annexes aux comptes annuels (suite)**

### **AUTRES INFORMATIONS**

#### ***Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés***

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite mais de les mentionner dans l'annexe.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 10 250 E.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 65 ans
- le taux de rotation du personnel : 35 %
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 2 %
- le taux d'actualisation retenu : 3.36 %
- le taux moyen des charges sociales : 22.60 %

#### ***Rémunération des cadres dirigeants***

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

#### ***Honoraires du commissaire aux comptes***

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 2 500 E.